

**BOLOGNE 2000
CONFÉRENCE SUR LES PME
SYMPOSIUM DES ENTREPRISES**

TABLE RONDE 4

**AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DES PME DES ÉCONOMIES EN TRANSITION ET DES
PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LEURS PARTENARIATS
AVEC LES PME DE PAYS DE L'OCDE**

QUESTIONS A EXAMINER

Ce document doit servir de point de départ aux débats des représentants des milieux d'affaires qui participeront à la table ronde consacrée aux PME des économies en transition et des pays en développement, dans le cadre du Symposium des entreprises qui aura lieu à Bologne le 13 juin. **Les exposés et les débats de cette table ronde mettront en lumière des propositions concrètes** formulées dans l'esprit de la déclaration finale de la conférence, et seront présentés aux ministres réunis pour la Conférence de Bologne les 14 et 15 juin.

TABLE RONDE 4

AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DES PME DES ÉCONOMIES EN TRANSITION ET DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LEURS PARTENARIATS AVEC LES PME DE PAYS DE L'OCDE

QUESTIONS A EXAMINER

1. La libéralisation des marchés des biens et des services pose des problèmes particuliers aux PME des économies en transition et en développement. En général, même les plus avancées de ces économies n'ont pas atteint le niveau des pays de l'OCDE pour ce qui est des infrastructures, des institutions financières, de la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée et des liens entre secteur public et secteur privé.
2. Dans les pays Membres de l'OCDE, on constate qu'une croissance économique soutenue dépend d'un jeu subtil d'interactions entre les PME et les grandes entreprises, les PME jouant un rôle essentiel dans la création d'emplois. De même, les économies en transition et les pays en développement ne peuvent afficher une croissance soutenue que si les PME y contribuent largement – l'histoire récente du Taïpeh chinois en est un bon exemple. Cependant, les conditions économiques et l'environnement politique de nombreux pays en transition et en développement ont étouffé le dynamisme des PME. En dépit de leur nombre parfois élevé, les PME manquent souvent de capitaux et de moyens technologiques et sont fréquemment exclues du secteur structuré de l'économie.
3. La nouvelle économie mondiale est porteuse à la fois de défis et d'opportunités pour les PME des pays en transition et en développement. D'un côté, celles-ci peuvent profiter de plus grandes facilités d'accès aux marchés internationaux, aux technologies et aux sources de financement. De l'autre, elles sont exposées à des pressions concurrentielles auxquelles elles ne sont pas bien préparées à résister. Les gouvernements ont pour tâche de faire en sorte que les distorsions intérieures qui désavantagent les PME soient éliminées rapidement et de créer des conditions institutionnelles et réglementaires qui permettent aux PME de partir sur des bases plus saines pour prendre part au commerce mondial.
4. Sous certains aspects fondamentaux, les éléments de l'environnement économique qui sont favorables aux investissements des grandes entreprises sont aussi favorables aux PME, comme la stabilité politique, la stabilité économique, un ensemble prévisible et transparent de lois et réglementations commerciales, appliquées de façon impartiale. Cela étant, les PME peuvent tirer un plus grand profit, par exemple, de la stabilité macroéconomique, dans la mesure où elles sont moins susceptibles de pouvoir se couvrir contre les risques de change, de sorte qu'elles sont les plus grandes perdantes dans les environnements économiques marqués par la corruption et par des relations de connivence entre les entreprises et le gouvernement et qu'elles sont particulièrement affectées par les régimes réglementaires faibles ne permettant pas de garantir que les paiements dus seront effectués. Pour beaucoup de PME nationales et de PME étrangères désireuses d'investir, l'incertitude qui pèse sur tout projet d'activité économique dans de nombreux pays en transition et en développement est perçu comme un obstacle majeur ; leurs craintes sont souvent liées à la corruption ainsi qu'à la complexité et à l'opacité des procédures administratives. Cette situation incite les entreprises à réaliser des bénéfices rapides plutôt qu'à viser une croissance soutenue.
5. Les PME en expansion se heurtent dans les économies en transition et les pays en développement au problème particulier de l'accès aux sources de financement. Dans les économies plus développées, il existe une chaîne continue de financement qui permet aux entreprises de passer par toutes les étapes de

développement : micro-financement de start-up, emprunt personnel, emprunt garanti, apports des « investisseurs informels » (« business angels »), capital-risque, introduction en bourse et cotation sur le marché public. Cependant, l'internationalisation des marchés des capitaux n'est pas uniforme et le compartiment des sociétés nouvellement introduites sur les marchés des actions et des obligations n'est pas aussi efficace sur le plan international qu'il pourrait l'être. Il en résulte que les PME des économies en transition et des pays en développement ont rarement la possibilité d'exploiter leur potentiel de croissance. L'Inde offre à cet égard un exemple intéressant du rôle que peuvent jouer les nationaux expatriés en soutenant l'apparition d'opérations de capital-risque d'un grand dynamisme à l'appui des start-ups de la nouvelle économie !

6. Pour tirer parti de la mondialisation de l'économie, il faut aussi que les PME aient accès aux nouvelles technologies et soient capables de les utiliser. Cela s'applique au commerce électronique mais aussi aux technologies en relation avec leurs principales activités. Les ressources technologiques varient beaucoup dans les économies en transition et les pays en développement mais, dans un pays donné, les PME sont souvent désavantagées sur ce plan. Souvent, elles n'ont pas les moyens d'investir dans des projets de recherche et développement leur appartenant en propre, ni de recruter des chercheurs. La collaboration avec des PME (ou, dans ce cas, de grandes entreprises) des pays de l'OCDE peut être un moyen intéressant de rester au courant des dernières tendances des technologies et des marchés et aussi de bénéficier de conseil sur l'utilisation des nouvelles technologies, comme Internet, et des nouvelles pratiques de gestion que nécessite leur exploitation.

7. Il est essentiel pour la croissance des PME que le pays dispose de bonnes infrastructures fiables, en particulier dans le domaine des communications et de la logistique. La mise en place de ces infrastructures peut être extrêmement coûteuse, notamment dans les zones rurales où vit toujours la plus grande partie des populations des pays en développement. Les investissements réalisés dans les infrastructures dépendaient auparavant de l'aide étrangère, bien que les financements apportés par le secteur privé aient beaucoup progressé ces dernières décennies et doivent encore s'accroître. C'est tout particulièrement le cas des télécommunications et de l'électricité, secteurs dans lesquels les accords de construction-exploitation-transfert, stimulés par la déréglementation des services d'utilité publique qui s'est produite dans de nombreux pays, sont maintenant courants. Grâce aux nouvelles technologies de communication, il est économique de fournir l'accès au téléphone et à Internet même à des régions isolées des économies en transition et des pays en développement. Les liaisons hertziennes et par satellite, par exemple, combinées aux normes de mobiles de la troisième génération, permettent d'accéder pleinement à Internet en évitant les lourds investissements que nécessiterait l'utilisation de télécommunications traditionnelles avec lignes fixes.

8. Les start-ups, qu'elles se trouvent dans des pays de l'OCDE, dans des économies en transition ou des pays en développement, ont non seulement besoin de financements, mais aussi de divers services d'appui d'un coût abordable, notamment d'espaces de bureaux, de services d'entretien, de matériel de télécommunications et d'informatique et d'un soutien administratif (obtention de permis et de licences, comptabilité, marketing, etc.). Les incubateurs d'entreprises offrent la possibilité de sous-traiter tout ou partie de ces éléments, en permettant aux entrepreneurs de partager des infrastructures coûteuses et de se concentrer sur des compétences essentielles. Il est clair que les entrepreneurs doivent avoir le contrôle des fonctions administratives clés, mais il peut être intéressant d'économiser sur des ressources humaines peu abondantes pour ce qui est des fonctions moins essentielles.

Conséquences pour les mesures à prendre

9. Les milieux d'affaires et les associations d'entreprises doivent travailler en collaboration avec les gouvernements des économies en transition et des pays en développement pour améliorer de façon générale l'environnement économique, et plus particulièrement pour aider les PME en expansion et les

start-ups. Comment procéder pour appuyer le plus efficacement possible la conception et la mise en œuvre de mesures ? On peut envisager les solutions et possibilités suivantes :

Recenser et évaluer, notamment au moyens d'enquêtes dans les entreprises, les préoccupations et les besoins prioritaires des PME et le type de mesure qui permettrait d'y répondre de manière appropriée.

Étudier les moyens par lesquels les PME étrangères peuvent aider les entrepreneurs nationaux et réciproquement, et déterminer si des initiatives public-privé pourraient améliorer l'efficacité de tels partenariats.

Travailler avec les gouvernements et les associations d'entreprises de pays développés afin d'établir au meilleur coût des programmes de soutien bien adaptés qui permettent aux PME de se développer dans les domaines des ressources humaines, de la gestion, des technologies et des finances.

Encourager l'adoption de mesures en faveur d'une croissance économique stable.

Encourager la mise en place de droits de propriété sûrs et transférables et des procédures administratives, registres et institutions nécessaires.

Encourager la mise en place de systèmes juridiques et réglementaires transparents et cohérents.

Le rôle de la coopération internationale dans la poursuite de l'intégration des PME à l'économie mondiale

10. Pour que les économies en transition et les pays en développement fassent le meilleur usage des avantages nouveaux apportés par la mondialisation, notamment en faveur de leurs PME, il est important que s'établisse une coopération internationale. Les mesures qui pourraient être utiles à cet égard sont les suivantes :

Encourager les partenariats et la constitution de réseaux entre des PME des pays de l'OCDE d'une part et d'économies en transition ou de pays en développement d'autre part, de façon à permettre à tous les partenaires d'avoir mieux accès à l'information, à des ressources financières et technologiques, à des services de soutien et à de nouveaux marchés.

Encourager la constitution de liens ou de réseaux transnationaux entre PME, par exemple au moyen de conférences ou de services électroniques permettant des rapprochements, de coopération et d'échanges d'information entre les Chambres de commerce et des associations bilatérales.

Travailler avec de grands entrepreneurs et négociants étrangers pour établir des normes ou les améliorer, recenser les possibilités de sous-traitance, encourager les contrats de franchise et de licence, etc.

Veiller à ce que les PME des économies en transition et des pays en développement bénéficient d'un accès équitable aux différentes bourses électroniques qui apparaissent dans le domaine des échanges de produits agricoles et industriels, et à ce que le caractère limité de l'accès à Internet et/ou des compétences ne compromettent pas gravement leur participation.

Prendre des mesures systématiques pour améliorer les conditions aux quelles sont soumises les PME dans l'attribution des marchés publics des pays de l'OCDE ainsi que des économies en

transition et des pays en développement et étendre la politique de concurrence à d'autres domaines comme le commerce électronique.

QUESTIONS A ABORDER

11. Il est important pour les PME d'accéder aux nouvelles technologies et d'être capables de les utiliser afin de tirer parti de la mondialisation de l'économie. Par exemple, Internet peut faciliter le partage de l'information sur les technologies et les marchés entre pays de l'OCDE, économies en transition et pays en développement. Quelles sont les expériences dont les participants souhaitent faire part à cet égard ?
12. Les incubateurs d'entreprises peuvent être de bons moyens de fournir aux PME des économies en transition et des pays en développement, ainsi que des pays de l'OCDE, une grande diversité de services de soutien d'un coût abordable. Comment ces incubateurs sont-ils utilisés par les économies en transition et les pays en développement quels sont les enseignements à tirer à cet égard ? Font-ils utilement office de points de contact entre les PME nationales leurs partenaires potentielles parmi les PME des pays de l'OCDE ?
13. Comment les gouvernements peuvent-ils collaborer avec les entreprises pour aborder les problèmes soulevés ?
14. Sous quelle forme la coopération internationale est-elle la plus intéressante pour la poursuite de l'intégration des PME dans l'économie mondiale ? Dans quels domaines peut-elle être particulièrement utile et comment peut-elle être encouragée au mieux ?

ANNEXE

ENQUÊTE AUPRÈS DES REPRÉSENTANTS DES ENTREPRISES

Résumé des principales propositions de mesures formulées au cours de l'enquête réalisée auprès des associations d'entreprises

Difficultés rencontrées*	Mesures proposées
Difficultés générales d'accès à des financements	<p>Améliorer l'accès des PME au crédit bancaire par la simplification du système de crédit.</p> <p>Remédier à la prudence excessive des banques au regard des garanties à fournir et de l'aide à l'investissement dans les pays émergents.</p> <p>Ouvrir des lignes de crédit préférentielles et soutenir la mise en place de systèmes de garantie de crédit.</p> <p>Appuyer financièrement les fonds de garantie d'emprunt existants et nouveaux, locaux et régionaux.</p>
Longueur, complexité et opacité des procédures administratives d'enregistrement, de demandes de financement et d'autorisation, etc.	<p>Simplifier les procédures.</p> <p>Constituer des groupes d'experts chargés de trouver des moyens de réduire les formalités administratives et la bureaucratie.</p> <p>Créer des guichets uniques.</p> <p>Créer un bureau unique regroupant les formalités administratives, près de la Chambre de commerce.</p>
Corruption des fonctionnaires	<p>Veiller à ce que les fonctionnaires reçoivent des salaires corrects.</p> <p>Promouvoir l'application de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.</p> <p>Assurer une plus grande transparence au niveau de la prise de décision.</p>

Inadéquation de la structure de soutien	Constituer des réseaux de soutien des entreprises.
Manque de personnel qualifié	Améliorer la formation initiale et continue

* Dans l'ordre les difficultés les plus fréquemment signalées par les personnes interrogées.